

2 mars 2017

Le mot du jeudi en PDF , [C'EST ICI !](#)

## Journée internationale de luttes pour les droits des femmes mercredi 8 mars, debout, debout



Dans l'éducation nationale, les raisons de faire grève ne manquent pas.

**Domination patriarcale** / Les hommes sont surreprésentés dans les filières et postes « prestigieux ». Les femmes composent l'essentiel des personnels précaires et de catégorie C. Les jurys de concours, corps d'inspection, largement masculins, perpétuent les mécanismes de cooptation masculine.

**Inégalités salariales** / Elles concernent toutes les catégories de personnel. Chez les enseignant-e-s, l'écart est de 13% (soit 4000 euros par an) et est dû aux disparités d'avancement mises

en œuvre par une hiérarchie largement masculine et à la non-prise en compte des congés pour maternité.

**Éducation à l'égalité en friche** / Le gouvernement a abandonné les ABCD de l'égalité sans alternative pour former les personnels et offrir des pistes pédagogiques. Les programmes laissent peu de place aux femmes, aux études de genre. Les filles subissent les stéréotypes de genre dans leur orientation.

**Abandon de la prévention** / Les heures d'éducation à la sexualité ne sont pas toutes effectuées. Les campagnes de prévention des LGBTIphobies sont diffusées en catimini par le ministère et trop tardivement dans l'année scolaire.

**Répartition sexuée du travail des agent-e-s** / Aux hommes les postes de techniciens, de chefs cuisine, aux femmes les tâches « polyvalentes » (ménage, service repas). Les agents-chefs nommés par la direction sont souvent des hommes. La double hiérarchie multiplie les pressions et rend plus difficile la lutte contre le harcèlement sexuel.

### Modernité

#### Je te fiche, tu me fiches, on s'enfiche ?



Soucieux de convivialité et d'efficacité le MEN a décidé de mettre fin à **base élèves 1<sup>er</sup> degré** et de la « refondre » pour devenir **Onde**. Jusque là, base élèves n'était qu'un simple outil de fichage centralisé de tous les élèves et bien grâce à onde, ce fichage des élèves va pouvoir être utile à la gestion quotidienne des élèves et au pilotage du premier degré. Il s'agit de créer un nouvel espace numérique de travail sans, encore une fois, prendre l'avis du CHSCT ministériel ce qui nécessiterait une étude d'impact. D'ailleurs les pilotes vont se retrouver en comité dont *les conclusions permettront de poursuivre*

*les travaux engagés pour l'application Onde et d'ouvrir des nouveaux services visant à faciliter la direction d'école.* Comme par exemple, des échanges de données simplifiés avec les parents, les mairies et les autres applications du ministère. Et pendant ce temps, le comité des droits de l'enfant de l'ONU chargé du suivi de l'application de la Convention des Droits de l'Enfant recommande toujours à la France de ne saisir dans les bases de données que des renseignements personnels anonymes et de légiférer sur l'utilisation des données collectées en vue de prévenir une utilisation abusive des informations.

### Appel des mouvements sociaux

#### Nos droits contre leurs privilèges



Nous, mouvements sociaux, dans notre diversité associative, syndicale et citoyenne comptons bien faire entendre nos voix et nos propositions dans les prochains mois. Dans la période électorale qui s'ouvre, nous ne mettrons ni nos actions ni nos revendications de côté. Même si nous savons que tou.te.s les candidat.es ne défendent pas les mêmes positions, cette campagne présidentielle risque d'être propice aux vents mauvais, aux propositions démagogiques et réactionnaires et aux petites phrases. Aussi nous sommes déterminé.es à dépolluer le débat public pour que les préoccupations de la majorité supplantent les intérêts de quelques-un.e.s.

Les inégalités augmentent, le chômage, la précarité et la pauvreté touchent de plus en plus de personnes, en particulier les femmes et les jeunes. L'explosion de la richesse de quelques-un.e.s se fait au détriment de toutes et tous. Islamophobie, antisémitisme, négrophobie, romophobie... les diverses formes du racisme gangrèment notre société ; les droits des femmes sont attaqués ; les droits des salarié.es, la protection sociale, les services publics déjà affaiblis, sont menacés dans leurs fondements ; le vivre ensemble se délite ; l'état d'urgence devient un état permanent ; et les enjeux écologiques sont remisés au second plan. Au contraire, notre société a besoin de plus de justice et d'égalité, d'une profonde transition écologique avec une réelle égalité des droits pour toutes et tous.

La justice fiscale et la fin de l'impunité d'une minorité permettraient de favoriser des services publics de qualité accessibles sur tout le territoire, des investissements pour nos quartiers et les zones rurales délaissées, un logement digne pour chacun.e, la création de centaines de milliers d'emplois de qualité liés notamment à la transition écologique, la garantie d'une protection sociale de haut niveau.

Dès maintenant, nous construisons un espace commun pour permettre le débat citoyen et l'appropriation par toutes et tous des vrais enjeux auxquels la majorité de la population est confrontée. Nous voulons expertiser et déconstruire, dans les prochains mois, les contre-vérités qui polluent déjà le débat politique.

Le mouvement contre la loi travail, des mobilisations syndicales à "Nuit debout", ont démontré que les résistances persistent dans ce pays, malgré la répression et les violences policières. Les luttes et les grèves n'ont pas disparu. De multiples initiatives d'accueil et de solidarité auprès des réfugié.es existent dans notre pays, à l'encontre des discours de haine et de rejet développés par certain.es. Les énergies sont disponibles dans notre société pour porter l'espoir de progrès sociaux et d'une société juste et égalitaire. Pour faire vivre ces résistances et nos alternatives, notre espace favorisera les convergences et l'action, dans le respect des modes et des choix d'intervention de chacune de nos organisations.

<http://nosdroits.org/>

### Faire vivre une démocratie réelle

#### AG journée de SUD éducation 49 le mardi 21 mars à 9h



Dans le cadre de l'exercice des droits syndicaux, venez participer à l'Assemblée Générale de journée de SUD éducation 49 sur le temps de travail, le mardi 21 mars 2017, à la Bourse du Travail d'Angers (Place Imbach) à partir de 9h.

C'est parce que nous croyons à un mouvement syndical démocratique et autogestionnaire que nos Assemblée Générales sont le cœur de nos prises de décision, véritable exercice démocratique au quotidien.

Pour recevoir l'ordre du jour et les documents pour demander votre autorisation d'absence, contactez-nous. [contact@sudeducation49.org](mailto:contact@sudeducation49.org)

- 5 bonnes raisons d'adhérer à SUD Éducation : <http://www.sudeducation.org/Face-aux-attaques-renforcons-le.html>
- le bulletin d'adhésion : [ICI!](#)